



2025 - 217

## ARRETE MUNICIPAL Occupation du domaine public

**NOUS**, Maire de Fauville en Caux, commune déléguée de Terres-de-Caux,

**VU :**

- le titre 1 du livre 2 du Code Général des Collectivité Territoriales, relatifs aux pouvoirs de police du Maire, notamment ses articles L.2213.1 à L.2213.4,
- le Code de la Route,
- l'article R 610-5 du Code Pénal,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes,
- les arrêtés des 8 avril et 31 juillet 1992 modifiant l'arrêté du 6 novembre 1992 relatifs à la signalisation routière temporaire,

**VU** la demande effectuée par l'entreprise **SUEZ Eau France sise 26 avenue de l'Île Saint Martin 92894 NANTERRE Cédex 9** pour effectuer des **travaux de remplacement du poteau incendie n°3**, sis angle rue Charles de Gaulle / rue Traversière à Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX,

### ARRETONS

**ARTICLE 1er :** A compter du **jeudi 18 décembre 2025 et jusqu'à la fin du chantier**, l'entreprise SUEZ Eau France est autorisée à effectuer des **travaux de remplacement du poteau incendie n°3**, sis angle rue Charles de Gaulle / rue Traversière à Fauville en Caux - 76640 TERRES-DE-CAUX,

**ARTICLE 2 :** Durant cette période, les travaux empiétant sur la chaussée, **il sera interdit aux véhicules légers et poids lourds de stationner et de dépasser.**

**ARTICLE 3 :** **Le demandeur aura la charge de la signalisation de son chantier** dans les conditions prévues par l'instruction ministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents prouvant résulter des travaux.

**ARTICLE 4 :** Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié dans les conditions réglementaires habituelles, seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément aux dispositions de lois et règlements en vigueur. Tous les véhicules en infraction à la législation en vigueur pourront faire l'objet d'une mise en fourrière.

**ARTICLE 5 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du maire de Terres-de-Caux. Un recours peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou du rejet du recours administratif par le maire, s'il a été formé dans le délai du recours contentieux.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Maire, Le Commandant de la brigade de gendarmerie de Terres-de-Caux, le Chef de la Police Municipale Intercommunale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

En Mairie, le 15 décembre 2025.

**Bruno DELACROIX,**  
**Maire de Fauville en Caux.**

*7, avec Fauville au cœur*



Auzouville-Auberbosc  
Bennetot  
Bermerville  
Fauville-en-Caux  
Ricarville  
St-Pierre-Lavis  
Ste-Marguerite-sur-Fauville